

Guillaume Alexis
[Signature]
21/11/2022

AVIS DE RECRUTEMENT
Référence :

01 CONSULTANT EN APPUI AU PROGRAMME DROITS HUMAINS

Employeur	ONG Alliance Cote d'Ivoire
Titre	Consultant en appui au programme Droits Humains
Lieu de prestation	Abidjan
Type de contrat	Contrat à Durée Déterminée
Durée du contrat	03 Mois
Date de début 2022

TERMES DE REFERENCE

CONTEXTE

La Côte d'Ivoire fait partie des pays les plus touchés par le VIH dans la région d'Afrique de l'Ouest et du Centre. Le VIH demeure un problème important de santé publique avec une prévalence nationale de 1,94% (Spectrum 2022) dans la population générale.

Cette prévalence diverge de celle enregistrée auprès des populations dites hautement vulnérables au sein desquelles la prévalence reste élevée. Pour certains groupes de populations dits prioritaires on enregistre : (i) chez les travailleuses du sexe (TS) une prévalence de 4.9% selon IBBS TS 2020 ; (ii) les hommes ayant des rapports sexuels avec d'autres Hommes (HSH) une prévalence de 6.4% selon IBBS HSH 2020, (iii) les Usagers de Drogue (UD) une prévalence de 3.4% selon IBBS UD 2020, les populations carcérales 2.6% (PNLS/FHI360 2018) et les Personnes Transgenres (TG) avec un prévalence de 23.6% (étude menée par Alliance Côte d'Ivoire 2020).

Ainsi, Alliance Cote d'Ivoire et ses partenaires bénéficient de l'appui financier du Fonds Mondial, en vue d'accompagner les efforts du Gouvernement pour faire face aux défis nationaux de lutte contre le sida, la tuberculose, les violations des droits humains et le COVID19 en direction des populations clés. Cet appui couvre la période 2021-2023.

Un important volet de ce financement porte sur la réponse aux violations des droits humains. Les défis importants en la matière visent à :

- Finaliser le processus d'hébergement d'urgence pour les bénéficiaires ;
- Appuyer les processus de plaidoyer pour les réformes juridiques ;
- Surveiller le processus de prise en charge des cas de violations des droits humains ;
- Assurer la coordination de la campagne nationale sur les droits humains.

Ces termes de références viennent décrire les conditions et modalités de recrutement d'un (01) consultant en appui au programme Droits Humains.

2- OBJECTIF

La mission principale du consultant en appui au programme Droits Humains consistera à assister la Cheffe du Programme Droits Humains pour la coordination de la mise en œuvre des activités en direction des populations clés et des populations vulnérables.

Les missions spécifiques sont les suivantes :

2. Description des tâches

Sous la supervision du Directeur des programmes, le consultant les responsabilités et fonctions principales suivantes :

❖ AU TITRE DU PROCESSUS D'HEBERGEMENT D'URGENCE

- Procéder à l'évaluation du processus actuel ;
- Proposer un calendrier de mise en œuvre des prochaines étapes ;
- Proposer un modèle de contractualisation avec les sites retenus ;
- Proposer une fiche technique des critères d'accès au service d'hébergement ;
- Produire les rapports du processus

❖ AU TITRE DES PLAIDOYERS/CAMPAGNES

- Accompagner les activités de plaidoyers, de communication, de sensibilisation de masse en direction des parties prenantes et des bénéficiaires, pour l'amélioration de l'environnement sociojuridique.
- Coordonner la campagne nationale sur les droits humains

❖ AU TITRE DE LA COORDINATION

- Veiller à la bonne exécution des activités droits humains en collaboration avec les partenaires impliqués et s'assurer de la conformité avec les normes/protocoles nationaux et internationaux ;
- Apporter un soutien technique aux partenaires d'exécution dans la planification des besoins en droits humains et la mise en œuvre des interventions ;
- Contribuer à la production de rapports mensuels d'état d'avancement de la mise en œuvre des activités vers l'atteinte des objectifs/indicateurs de base pour les populations ciblées ;

3 – PROFIL DU CONSULTANT (E) EN APPUI AU PROGRAMME DROITS HUMAINS

QUALIFICATIONS :

Être titulaire d'un Diplôme Universitaire BAC+3/4 en sciences juridiques ou sciences sociales, en santé ou équivalent avec une formation complémentaire en gestion de programme. Un certificat en droits humains serait un atout.

EXPERIENCES :

- Expérience professionnelle d'au moins 3 ans dans la gestion programmatique de projets en lien avec les activités droits humains, de genre, de santé publique et développement avec une (02) année au minimum dans la gestion des activités sur le VIH /TB incluant des tâches rédactionnelles et d'analyse statistique ;
- Avoir une bonne connaissance des politiques et cadre institutionnel de lutte contre le VIH, de promotion de Santé et Développement en Côte d'Ivoire ;
- Bonne maîtrise des plans stratégiques VIH et Tuberculose et autres documents de référence dans le cadre de la réponse aux DH, au VIH et à la tuberculose ;

- Bonne connaissance des engagements internationaux en matière de droits humains ;
- Expérience de collaboration avec les partenaires au développement (Fonds Mondial pour la lutte contre le VIH/SIDA, ONUSIDA, la Tuberculose et le Paludisme, PEPFAR, Banque Mondiale, UE, etc.), les ONG nationales et internationales, agences du système des Nations Unies et la société civile ;
- Expérience d'au moins 3 ans dans la gestion d'un programme orienté sur les populations clés ;
- Expérience significative en matière d'exécution, de gestion et de suivi-évaluation de projets dans le secteur de la santé et du développement ;
- Expérience de collaboration avec les ONG et la société civile.

APTITUDES :

- Parfaite maîtrise du français et bonne connaissance de l'anglais ;
- Maîtrise de l'outil informatique (Word, Excel, Powerpoint) et des technologies de l'information et de la communication ;
- Être apte à effectuer des déplacements fréquents sur le terrain ;
- Aptitude à travailler sous la contrainte des délais et des résultats en faisant preuve d'initiative, de dynamisme et de pro-activité ;
- Aptitude à communiquer de façon efficace avec les différents partenaires impliqués.

4 – DUREE DE LA MISSION

Le consultant en appui au programme Droits Humains sera basé(e) à Abidjan avec des missions fréquentes à l'intérieur du pays et s'étendra sur trois (03) mois à compter de la signature du contrat de travail.

Les candidats(es) devront soumettre leurs candidatures au plus tard le vendredi 18 novembre 2022 à 12h00 comportant :

- Une lettre de motivation
- Photocopie de la CNI
- Copies des diplômes et tout autre document attestant de l'expérience professionnelle dans le domaine recherché
- Un CV comportant le nom et prénoms contact et adresse mail de 02 personnes de référence